

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 36

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Association GALICE -
Convention de participation financière
ans pour un poste de coordinateur dans le
cadre du Logement d'Abord

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2021.076

Date de la convocation :

Le 13/04/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **26 AVR. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 AVR. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 avril 2021

L'an deux mil vingt et un et le 19 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Dominique TRABAUD

Madame NASICA,

En qualité de territoire pilote sélectionné par le Ministère de la Cohésion des territoires, dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du Plan pour le Logement d'Abord, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) est financée par l'Etat depuis 2018 pour développer son plan d'actions territorial afin de répondre aux objectifs suivants :

- Développer et rééquilibrer l'offre de logement abordable ;
- Améliorer l'accès au logement et renforcer le maintien dans le logement ;
- Consolider la coordination des mesures d'accompagnement social liées au logement.

Cette sélection a fait l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs (2018-2019) conclue entre l'Etat et la CASA, dont l'avenant n° 2 a été adopté par le Conseil Communautaire du 12 avril 2021 pour fixer le programme d'action 2021 et les participations financières afférentes.

A cet égard, l'avenant n° 2 prolonge la durée de la convention pluriannuelle d'objectifs jusqu'au 31 décembre 2021, et fixe à 219 209 € le montant de l'enveloppe financière allouée par l'Etat à la CASA pour l'année 2021 au titre du Plan Logement d'Abord.

En outre, cet avenant prévoit que la mission de coordination et d'animation du Plan Logement d'Abord de la CASA, prévue dans le cahier des charges du Plan Logement d'Abord, fasse l'objet d'une convention tripartite de participation financière entre la CASA, l'Etat et le porteur de projet choisi.

Pour rappel, le financement de la mission de coordination et d'animation du Plan Logement d'Abord de la CASA est assuré à hauteur de 80 % par l'Etat et 20 % par la CASA. Le coût total de l'action s'élève à **47 450 €** (quarante-sept mille quatre cent cinquante euros) sur la période allant du 1^{er} mai au 31 décembre 2021, réparti comme suit :

- **CASA : 9 490 €** (neuf mille quatre cent quatre-vingt-dix euros)
- **PRÉFECTURE : 37 960 €** (trente-sept mille neuf cent soixante euros).

Dans le cadre d'une première convention tripartite de participation financière, la mission de coordination et d'animation du Plan Logement d'Abord de la CASA a été confiée au prestataire GALICE. En effet, GALICE est aujourd'hui l'acteur de référence en matière d'hébergement et du logement, notamment au travers de sa mission de coordination départementale du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO).

Cette convention arrivant à échéance le 30 avril 2021, il convient de la renouveler pour la période allant du 1^{er} mai au 31 décembre 2021, en reconduisant à l'identique la répartition financière entre l'Etat et la CASA et en fixant ses modalités de versement et les engagements respectifs des différentes parties.

Vu la délibération n° CC.2018.189 du Conseil Communautaire du 27 septembre 2018 relative à la convention pluriannuelle d'objectif 2018-2019 avec l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du Plan Logement d'Abord ;

Vu la délibération n° CC.2019.163 du Conseil Communautaire du 14 octobre 2019, approuvant le troisième Programme Local de l'Habitat (PLH), dont un des objectifs opérationnels est de gérer les parcours résidentiels de l'hébergement au logement autonome ;

Vu la délibération n° CC.2020.006 en date du 17 juillet 2020 par laquelle le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 12 avril 2021 relative au deuxième avenant à la convention pluriannuelle d'objectif 2018-2019 avec l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du Plan Logement d'Abord et sous réserve que cet acte soit rendu exécutoire ;

Vu le plan quinquennal pour le logement d'Abord et la lutte contre le sans-abrisme (2018-2022) qui propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile ;

Considérant que les modalités de portage et de financement de la mission de coordination et d'animation du Plan Logement d'Abord de la CASA doivent être définies dans une convention tripartite entre la CASA, l'Etat et le porteur de projet choisi ;

Considérant que la CASA souhaite prolonger le partenariat d'ores et déjà mis en place avec l'association GALICE dans le cadre de cette même mission ;

Considérant que la convention de participation entre la CASA, l'Etat et GALICE arrive à échéance le 30 avril 2021 et qu'il convient dès lors de la renouveler pour la période du 1^{er} mai au 31 décembre 2021 ;

Considérant que dans le cadre de cette convention, l'association GALICE s'engage à recruter un(e) chargé(e) de projet à temps complet, sur la période du 1^{er} mai au 31 décembre 2021 ;

Considérant qu'en contrepartie, la CASA et l'Etat s'engagent à soutenir financièrement GALICE sur la période référence ;

Considérant que la participation de la CASA s'élève au titre de la période considérée à 9 490 € (neuf mille quatre cent quatre-vingt-dix euros) ;

Considérant les crédits qui figurent au budget de l'exercice en cours ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention de participation financière relative à la mission de coordination et d'animation du projet de mise en œuvre accélérée du Plan Logement d'Abord sur le territoire de la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat et au logement à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense correspondante au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; Budget de la Direction Habitat Logement.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de participation financière relative à la mission de coordination et d'animation du projet de mise en œuvre accélérée du Plan Logement d'Abord sur le territoire de la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat et au logement à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense correspondante au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; Budget de la Direction Habitat Logement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 avril 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE RELATIVE A LA MISSION DE COORDINATION
ET D'ANIMATION DU PROJET DE MISE EN ŒUVRE ACCELEREE DU PLAN LOGEMENT D'ABORD
SUR LE TERRIOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Sophie NASICA agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement, habilitée à signer la présente convention conformément à la délibération n° du Bureau Communautaire du 19 avril 2021 ;

Ci-après désignée **CASA**

ET

La Préfecture des Alpes Maritimes, ayant son siège à Nice 06286 Cedex 3, 147 route de Grenoble, représenté par le Préfet des Alpes Maritimes,

Ci-après désignée **Préfecture**

ET

L'Association Groupement d'Acteurs pour le Logement, l'Insertion, la Citoyenneté et l'Emploi « GALICE », ayant son siège social à Nice 06100, 14 rue des Boers, représentée par son Président, Monsieur Max RONCHARD,

Ci-après désignée **GALICE**

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

L'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé pour la mise en œuvre accélérée de la politique Logement d'abord a retenu la CASA le 30 mars 2018 parmi les 23 territoires sélectionnés sur le plan national.

Réforme structurelle des politiques d'hébergement et d'accès au logement, l'approche Logement d'abord veut s'inscrire dans une dynamique innovante pour l'investissement d'un nouveau modèle social.

Piloté par la Délégation interministérielle à l'hébergement et l'accès au logement -DIHAL- ce plan quinquennal 2018-2022 s'articule autour de cinq priorités :

- Produire et mobiliser plus de logements abordables et adaptés aux besoins des personnes sans-abri et mal logées,
- Promouvoir et accélérer l'accès au logement et faciliter la mobilité résidentielle des personnes défavorisées,
- Mieux accompagner les personnes et favoriser le maintien dans le logement,
- Prévenir les ruptures dans les parcours résidentiels et recentrer l'hébergement d'urgence sur ses missions de réponse immédiate et inconditionnelle,
- Mobiliser les acteurs et les territoires pour mettre en œuvre le principe du Logement d'abord.

La CASA a toujours positionné l'accès au logement au cœur de ses enjeux de territoire. Mobilisant tous ses acteurs, elle est forte d'une dynamique territoriale en éveil constant.

C'est ainsi que le Logement d'abord s'inscrit dans la continuité de sa politique à travers le plan d'actions qu'elle déploie. Celui-ci vise une réponse directe par la création de logements et ancre une coalition de partenaires dans un accompagnement adapté et pluridisciplinaire.

Conjointement, l'association GALICE est engagée depuis 2014 dans le logement et l'insertion sociale et professionnelle. Elle développe ses missions à travers trois pôles :

- Pôle Citoyenneté et Vie sociale,
- Pôle Logement,
- Pôle Insertion Emploi.

Le Pôle Logement a pour rôle de coordonner, évaluer et accompagner les professionnels du terrain et porte le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation –SIAO- sur l'ensemble du département.

Acteur central de l'accès au logement, le SIAO 06 assure la mise en œuvre des politiques publiques d'hébergement et de logement. Il concentre les dispositifs des territoires et veille à la cohérence des prises en charge du public afin qu'elles soient individualisées et ajustées.

Dans ce cadre, il représente un pilier du Logement d'abord dans sa démarche collective et la pérennisation des changements de pratiques qu'il accompagne. Il privilégie la mise en réseau des acteurs locaux, il veille au dialogue permanent et instaure une collaboration active pour des solutions toujours plus adaptées.

La coordination et l'animation du plan Logement d'abord exige une vision globale pour une transformation profonde des parcours d'errance au logement autonome. Aussi, l'association GALICE, dans son approche territoriale, devient l'acteur de référence pour un partenariat stratégique et durable.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de portage et de financement de la mission de coordination et d'animation du plan Logement d'Abord sur le territoire de la CASA.

Afin de pouvoir assurer la fonction de coordination, imposée par le cahier des charges de l'Appel à Manifestation d'Intérêt et financée à hauteur d'environ 80 % par l'Etat et 20 % par la CASA, la convention désigne l'association Galice comme le porteur de cette action.

L'association est tenue de recruter sur un temps complet, un(e) coordinateur(trice), chargé(e) de projet Logement d'Abord chargée d'assurer les missions suivantes :

- Animation, mise en œuvre et pilotage des orientations du projet Logement d'abord de la CASA ;
- Mobilisation des différents partenaires et coordination de leurs actions afin de favoriser l'accès et le maintien dans le logement des publics concernés ;
- Accompagnement des prestataires mandatés dans le cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création de nouvelles instances partenariales (plateforme d'accompagnement, le comité inter-bailleur, ...) ;
- Suivi, contrôle et évaluation des actions définies dans le plan ;
- Suivi et animation du plan de communication sur les mesures dédiées (Intermédiation Locative, Pension de Famille...) et promotion du Plan logement d'abord (via un Extranet, la diffusion d'une lettre trimestrielle, ...).

En contrepartie, la CASA et la Préfecture s'engagent à soutenir financièrement Galice pour la réalisation de cette action, dont les modalités sont définies dans l'article 5.

La CASA s'engage également à mettre gracieusement à disposition de l'association Galice, à l'usage du coordinateur(trice), un bureau entièrement équipé dans les locaux de l'antenne logement d'Antibes.

Elle s'engage également à assurer la fonction de conseil technique et d'encadrement fonctionnel auprès du coordinateur(trice).

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire mais elle est conclue pour la période de 1er mai 2021 au 31 décembre 2021.

Durant cette période, Galice s'engage à notifier à la CASA et à la PRÉFECTURE, tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DU COUT DE L'ACTION

Le coût total estimé et éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à **47 450€** (quarante-sept mille quatre cent cinquante euros) conformément au budget prévisionnel détaillé dans l'article 5.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Galice reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la CASA.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention attribuée pour cette action par la CASA et la PRÉFECTURE se répartit comme suit :

- **CASA : 9 490 €** (neuf mille quatre cent quatre-vingt-dix euros)
- **PRÉFECTURE : 37 960 €** (trente-sept mille neuf cent soixante euros).

Les modalités de paiement sont les suivantes :

La subvention CASA est versée en une fois et en intégralité, une fois la convention signée et revêtue de son caractère exécutoire, la CASA se réservant le droit d'en demander le remboursement si les résultats ne sont pas atteints et/ou les conditions de l'article 7 ne sont pas respectées.

La subvention est créditée sur le compte de l'Association par mandats administratifs.

La PRÉFECTURE verse la subvention sur validation d'une demande de subvention avec l'appui du Dossier Unique de Demande de Subvention - Cerfa n°12156*05.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION

L'Association s'engage à produire auprès de la CASA un bilan annuel de l'action subventionnée.

Galice s'engage à fournir avant le 31 juillet de l'année N+1 un bilan d'ensemble quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

La CASA et la PRÉFECTURE procéderont conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action dans le cadre d'un **Comité de suivi** organisé par l'Association.

L'Association invitera la CASA et la PRÉFECTURE à ses Assemblées Générales (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra avant le 31 juillet de l'année N le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

ARTICLE 7 : COMMISSION PARITAIRE - LITIGES

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la CASA, la PRÉFECTURE et Galice, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la CASA mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 9 et 12.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Galice s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des

comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Galice remettra à la CASA et à la PRÉFECTURE ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprendra des ratios et une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 31 juillet de l'année N+1.
- Si Galice est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la CASA et à la PRÉFECTURE tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes au dernier exercice connu.

ARTICLE 9 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la CASA et de la PRÉFECTURE, des conditions d'exécution de la convention par GALICE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la CASA et la PRÉFECTURE peuvent remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 10 : CONTROLE DE LA CASA ET DE LA PRÉFECTURE

GALICE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CASA et par la PRÉFECTURE, de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, GALICE mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA et la PRÉFECTURE se réservent le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elles, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elles jugeraient utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA et la PRÉFECTURE pourront exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 11 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre tous les signataires, fera l'objet d'un avenant, excepté ce qui concerne le montant de la subvention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 12 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements respectifs inscrits dans la présente convention par l'un des signataires, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En trois exemplaires

Pour la Préfecture des Alpes
Maritimes,
Le Préfet des Alpes Maritimes
ou son représentant

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
La Vice-Présidente déléguée à l'Habitat
et au Logement,

Sophie NASICA

Pour l'association GALICE,
Le Président

Max RONCHARD

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/04/2021
Numéro : BC_2021_076
Nature : DE - Deliberations
Objet : Association GALICE - Convention de participation financière ans pour un poste de coordinateur dans le cadre du Logement d'Abord
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : JOJ7Iz3

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/04/2021
Identifiant : 006-240600585-20210419-BC_2021_076-DE

Acte reçu

Date : 19/04/2021
Numéro interne : BC_2021_076
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Association GALICE - Convention de participation financière ans pour un poste de coordinateur dans le cadre du Logement d'Abord
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210419-BC_2021_076-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_076-DE-1-1_2.PDF

N